

Władysław Zajewski

GDAŃSK — OBJET DE LA RIVALITÉ DES PUISSANCES AU TEMPS DE NAPOLÉON

La guerre de 1806 - 1807 ne laissa aucun doute sur l'importance militaire et économique de Gdańsk. Napoléon, en conservant par le traité de Tilsit Gdańsk et l'embouchure de la Vistule avec la qualité de ville libre, portait ainsi un coup direct à la puissance de la Prusse. Le tsar Alexandre I^{er} riposta en sauvant de l'anéantissement la Prusse rognée; la Prusse, en effet, lui était nécessaire en tant que tampon antifrançais, destiné à tenir Gdańsk en respect et à affaiblir les visées des Polonais désireux d'augmenter le territoire du Duché de Varsovie¹.

Avant Tilsit déjà Alexandre I^{er} s'intéressait à Gdańsk. Nous savons, par les rapports du chargé d'affaires français à Saint-Pétersbourg, que le tsar accueillait avec un visage glacé les nouvelles relatives à l'installation des Français à Gdańsk et qu'il soutenait tacitement la Prusse dans sa querelle pour la définition des limites de la ville libre de Gdańsk. Les efforts faits par le tsar pour placer Gdańsk dans l'orbite des influences russes ne devinrent visibles qu'en mars 1809, à la veille de l'entrée des Autrichiens dans le Duché de Varsovie. La diplomatie russe entendait profiter des ennuis de la France engagée dans la guerre d'Espagne. Le général Trefurt, résident du tsar à Gdańsk, encourageait le sénat dantzois à se détacher de son protecteur français, en récompense de quoi la Russie garantissait les privilèges de la ville et augmentait son territoire de trente

¹ E. Schaumann, *Zur Napoleonischen Weichsel-politik*, « Zeitschrift des Westpreussischen Geschichtsvereins », 1938, Heft 74, pp. 19 - 20 ; E. Birke, *Frankreich und Ostmitteleuropa in 19. Jahrhundert*, Köln 1960, p. 19. Le fait d'épargner la Prusse en 1807 fut reconnu comme une grande faute de Napoléon en 1812 : « J'ai fait une grande faute car la puissance que j'ai conservée au Roi ne peut lui faire oublier celle qu'il a perdue » (Caulaincourt, *De Moscou à Paris avec l'empereur*, Paris 1933, p. 43).

lieues carrées². Ces activités n'avaient aucune chance de succès, d'autant plus que l'offensive autrichienne subit bientôt une défaite. Malgré ces promesses, Gdańsk demeura loyalement au côté de Napoléon et, jusqu'au siège de la ville en 1813, Alexandre I^{er} ne manifesta plus d'intentions à l'égard de Gdańsk. Au printemps de 1813, les ambitions vistuliennes et baltes de Napoléon étaient *de facto* annihilées, bien qu'au mois de février le général Rapp eut encore ordonné de remettre en état les rues, en prévision d'une visite impériale. En avril 1813, Napoléon était décidé, au cas où des négociations éventuelles auraient lieu, à renoncer à Gdańsk en faveur de la Prusse. Les autres terres du Duché de Varsovie devaient, par contre, devenir l'enjeu de marchandages politiques³.

L'élimination de la France de l'embouchure de la Vistule devenant imminente bien que Gdańsk se défendît encore, le destin de la ville pouvait être réglé soit par la voie de négociations politiques, soit par celle d'une confrontation armée entre la Prusse et la Russie, ces deux pays souhaitant tous deux annexer Gdańsk ou tout au moins y consolider leurs influences.

Frédéric Guillaume III, par sa proclamation *An mein Volk*, émise à Wrocław le 17 mars 1813, approuvait la *Befreiungskrieg* initiée par le général Yorck avec la convention conclue avec le général Diebitsch à Taurogi (le 30 décembre 1812). La Prusse devenait l'alliée de la Russie dans la septième coalition dirigée contre Napoléon⁴. La conception politique de Stein, Scharnhorst, Gneisenau et Clausewitz, à la mise en oeuvre de laquelle ces hommes travaillaient activement, se réalisait⁵. Le roi de Prusse demeurerait prudent et résistait quelque peu, mais il n'ignorait pas que la Russie seule pouvait introduire la Prusse parmi les grandes puissances européennes. Aussi une propagande antifrançaise secrète était-elle tolérée parmi les officiers, pendant qu'une campagne déchaînée parmi la société permettait au « parti antifrançais » de concentrer les divers grou-

² Archives du Ministère des Affaires Étrangères (abrég.: Arch. Aff. Étr.), Russie n° 144, f. 199 (rapport de Lesseps du 9 IX 1807); *ibidem*, Dantzig n° 56 f. 216 (rapport du résident M. Massias du 19 III 1809). Dès 1805 Johann Baptiste Mallia, collaborateur du prince Razumovski, présenta le projet de faire de Gdańsk une ville libre: cf. J. Skowronek, *Antynapoleońskie koncepcje Czartoryskiego* [Les conceptions anti-napoléoniennes de Czartoryski], Warszawa 1969, p. 205.

³ J. Willaume, *Fryderyk August jako książę warszawski* [Frédéric-Auguste en tant que duc de Varsovie], Poznań 1939, p. 326.

⁴ Arch. Aff. Étr., vol. 252, f. 465 - 468; « The Star » № III 1813; A. Lefèvre, *Le soulèvement de l'Allemagne après la guerre de Russie*, « Revue des Deux-Mondes », 1857, p. 55.

⁵ W. M. Chvostow et N. J. Kozakow, *Der Sieg Russlands im Vaterländischen Krieg von 1812 als Voraussetzung für die Befreiung Europas von der napoleonischen Herrschaft*, dans: *Der Befreiungskrieg 1813*, rédacteur P. Hoffmann, Berlin 1967, p. 116.

pements autour du mot d'ordre de la *Befreiungskrieg*¹. Il ne s'agissait pas uniquement de « déposer le joug français », mais d'une chose essentielle pour la monarchie: de reconstruire l'État prussien dans ses limites de 1805 et de le replacer parmi les grandes puissances, ce qui garantirait d'autres conquêtes territoriales en résultat des défaites de Napoléon². L'attitude des milieux gouvernementaux prussiens envers Alexandre I^{er} était ambivalente; le tsar était critiqué pour Tilsit, pour sa « capitulation devant l'usurpateur », pour l'abandon de la Prusse jetée en proie à Napoléon. On reprochait à Alexandre les « amabilités » qu'il avait eues pour Napoléon à Erfurt, ses déclarations cyniques au sujet de l'Autriche en 1809, et sa tolérance manifestée au Duché de Varsovie. La plupart de ces griefs étaient imaginaires ou tout au moins exagérés, mais Stein était peut-être le seul à savoir qu'au fond, la Russie n'avait jamais entièrement consenti à l'existence d'un Duché de Varsovie profrançais ni à l'installation de la France dans l'embouchure de la Vistule. De même, Stein se rendait-il compte que l'élimination des influences françaises sur la Vistule contenait plutôt des éléments d'union que de division. Cette conception si profondément antipolonaise commença à porter des fruits en 1812 et 1813.

Les buts de la coalition dirigée contre Napoléon, dont la Russie était le principal pilier sur le continent, n'étaient pas encore bien définis au début de 1813. La Russie ne pouvait toutefois pas omettre la Prusse au cours de la future reconstitution de l'Europe. Stein, le conseiller politique intime du tsar Alexandre I^{er}, oeuvrait à éliminer les divergences prusso-russes³. Il ne devait réussir qu'à moitié.

En février 1813, Alexandre I^{er} proposa de nouveau des pourparlers secrets consacrés à des problèmes intéressant les deux pays, et laissa entendre que la reconstitution et l'agrandissement de la Prusse faisaient

¹ Nous lisons dans une dépêche adressée le 10 IV 1813 par l'ambassadeur Saint-Marsan à Maret: « Ce n'est ni l'empereur Alexandre ni le roi de Prusse qui font la guerre en ce moment, c'est les Stein, les Scharnhorst, les Blücher, les Tettenborn, etc., etc. et une foule de factieux et d'ambitieux, dont les propres souverains seraient les premières victimes, s'ils venaient malheureusement à avoir des succès » (G. Cavaignac, *La formation de la Prusse contemporaine*, vol. II, Paris 1898, p. 362, n. 3. Parmi l'abondante littérature antinapoléonienne, signalons la brochure de Mme de Staël, *Appel aux nations d'Europe contre le système continental*, Stockholm, mars 1813, pp. 52 - 53, qui attaque le Duché de Varsovie et la Ville libre de Gdańsk entendus comme des instruments politiques de Napoléon.

² E. Denis, *L'Allemagne 1810 - 1852*, Paris 1898, p. 42 et suiv.; W. Oncken, *Über den Kalischer Vertrag von 1813* « Historische Zeitschrift », Bd. XXXVII, 1877, p. 557. H. Lachouque, *Napoléon en 1814*, Paris 1959, p. 39 et suiv.

³ A. L. N. Narocznickij, *Völker und Regierung in den ersten Monaten des Befreiungskrieg*, dans : *Der Befreiungskrieg 1813*, p. 135.

partie de ses plans politiques ⁹. Ce fut l'origine de l'accord dit de Wrocław - Kalisz (28 février 1813). Le colonel Knesebeck, plénipotentiaire du roi de Prusse, se rendit à Wrocław avec la mission de conclure avec la Russie une alliance étroite aux conditions suivantes : 1) la Prusse recevrait toutes les terres polonaises qu'elle avait perdues en 1807, 2) la région de Białystok occupée par les Russes en 1807 lui reviendrait, 3) elle agrandirait son territoire au détriment du Duché de Varsovie. Cela devait constituer une base à l'activité commune contre Napoléon. Comme la Russie avait rejeté en 1805 le plan antiprussien du prince Czartoryski, elle devait maintenant donner des preuves de son amitié ¹⁰. En premier lieu, le colonel Knesebeck revendiquait donc le retour de Gdańsk et de Toruń avec tout l'estuaire de la Vistule, ensuite l'incorporation à la Prusse de Poznań, Płock, Kalisz et des terres jusqu'à la rivière Prosna. La Prusse demandait un droit de propriété exclusive (*Eigentumsrecht*) à l'égard de ces terres, la reconstruction de l'*Ost- und Westpreussen* et l'assurance d'une union avec la Silésie ¹¹. Dans ses entretiens avec le chancelier Nesselrode, le colonel Knesebeck se heurta à Wrocław contre une résistance décidée voilée d'amabilités, surtout lorsqu'il argumentait sur le retour à la Prusse de Gdańsk et de tout l'estuaire de la Vistule. Il expliquait vainement au chancelier que le tsar n'avait pas à se gêner, puisque Gdańsk et le Duché de Varsovie étaient une province conquise ; quant aux habitants, le monarque prussien s'en occuperait et, peut-être même, leur donnerait une constitution ¹². Dans son entretien avec le tsar Alexandre I^{er} qui eut lieu à Kalisz le 26 février 1813, le colonel Knesebeck répéta ses arguments et exigea le retour de toutes les terres perdues par la Prusse en 1807, Gdańsk y compris. Le tsar répondit habilement qu'en ce que touchait la Prusse Orientale et Occidentale, aucun de ses projets ne s'opposait à ceux du roi de Prusse. Il souhaitait une « Prusse revenue à ses anciennes limites, agrandie même ». Toutefois le tsar évitait de préciser ce qu'il entendait, au sens territorial, par reconstitution et agrandissement de la Prusse.

⁹ *Briefwechsel König Friedrich Wilhelm's III und der Königin Luise mit Kaiser Alexander I*, éd. P. Bailleu, Leipzig 1900, p. 247 (Lettre d'Alexandre I^{er} du 24 II 1813 à Frédéric Guillaume III).

¹⁰ W. Oncken, *Oesterreich und Preussen im Befreiungskriege*, vol. II, Berlin 1879, pp. 177 - 178 et le même auteur, *Über den Kalischer Vertrag von 1813*, p. 559.

¹¹ W. Oncken, *Oesterreich und Preussen...*, vol. II, p. 183 (l'instruction de Hardenberg du 8 II 1813).

¹² *Ibidem*, vol. II, p. 179.

Alexandre I^{er} ne nomma aucune ville ou terre et évita tout terme concret¹³. En fin de compte, une clause secrète du traité de Wroclaw - Kalisz assurait la Prusse que la Russie s'engage à « ne pas poser les armes aussi longtemps que la Prusse ne sera point reconstituée dans ses proportions statistiques, géographiques et financières, conformes à ce qu'elle était avant l'époque précitée », c'est-à-dire avant Tilsit. En outre, le tsar promettait des terres non précisées en Allemagne septentrionale, obtenues par les armes ou par voie de négociations (à l'exception de Hanovre)¹⁴. Un examen plus détaillé du texte de l'article prouve que le colonel Knesebeck échoua dans sa mission. La diplomatie russe s'engagea habilement à rendre à la Prusse des proportions convenables, mais cela ne signifiait pas que son territoire aurait une forme identique à celle de 1805. Ce document ne fixait pas le sort de Gdańsk et de Toruń et, pourtant, ces villes étaient l'objet des efforts du diplomate prussien. La promesse du tsar contenue dans la formule relative à un retour aux « mêmes proportions » (*das gleiche Verhältnis*) était par trop vague pour assoupir l'inquiétude des Prussiens qui, à juste titre, supposaient qu'en évitant des engagements concrets la Russie serait en état d'effectuer des corrections avantageuses pour elle¹⁵. On connaissait les ambitions qu'Alexandre I^{er} continuait à nourrir au sujet de la Pologne, aussi les inquiétudes inspirées par la loyauté de l'allié russe étaient-elles fondées. D'autre part, la Prusse n'avait pas le choix, elle devait accepter un traité formulé en des termes aussi équivoques, un traité qui promettait beaucoup, mais ne définissait rien.

En raison de la résistance opposée par le tsar, la Prusse déploya seule une activité qui suivait une voie double : militaire et diplomatique. Ses initiatives visaient à reconquérir toute la Poméranie Dantzoise et que cette reconquête fût sanctionnée par les principaux États membres de la coalition antinapoléonienne. L'Autriche et l'Angleterre furent l'objet de démarches diplomatiques particulières, Berlin souhaitant que l'Autriche exprimât son accord pour le retour de Gdańsk à la Prusse. La tâche de la Prusse était bien plus facile dans ce domaine. L'Autriche, comme la Prusse, était opposée à Tilsit et à la division de l'Europe en zones d'influence fran-

¹³ *Ibidem*, vol. II, p. 175 ; A. Sorel, *Les alliés et la paix en 1813*, « Revue des Deux-Mondes », vol. XXII, 1904, p. 75 : Alexandre I^{er} au colonel Knesebeck : « Le Roi [Frédéric Guillaume III] a en plus confiance en moi, il a signé [le traité] sans changer un mot » ; P. Bailleu, *Über den Kalischer Vertrag von 1813*, « Historische Zeitschrift », 1877, pp. 563 - 564, 566.

¹⁴ D'Angeberg, *Recueil des traités, conventions et actes diplomatiques concernant la Pologne 1762 - 1862*, Paris 1862, p. 591 - 592.

¹⁵ K. Friccius, *Geschichte der Befestigungen und Belagerungen Danzigs*, Berlin 1854, p. 321 ; le même auteur, *Geschichte des Krieges in den Jahren 1813 und 1814*, partie I, Altenburg 1843, p. 39 ; P. Bailleu, *op. cit.*, pp. 565 - 566.

çaise et russe¹⁶. En adhérant à la septième coalition contre Napoléon, l'Autriche se prononçait pour le partage du Duché de Varsovie et le retour au traité de 1797. C'était dans un tel contexte que les Autrichiens étaient favorables à l'attribution de Gdańsk et de sa région à la Prusse¹⁷. Les Autrichiens, qui gardaient le souvenir de l'attitude équivoque d'Alexandre I^{er} pendant la guerre de 1809, ne voyaient aucune raison pour laisser à la Russie les territoires vistuliens conquis par Napoléon. L'accord de l'Autriche obtenu à Reichenbach pour une formule sur le retour de Gdańsk et de sa région à la Prusse, qui était un élément juridique et formel de la reconstitution de la Prusse dans ses frontières de 1806, était un succès indiscutable de la diplomatie prussienne¹⁸. C'était en somme la première, et précieuse, brèche faite dans l'interprétation russe¹⁹. Pendant les négociations de Prague au mois d'août, l'Autriche se prononça de nouveau pour une reconstitution de la Prusse dans ses frontières de 1806, donc pour l'attribution de Gdańsk à la monarchie prussienne²⁰.

La diplomatie prussienne rencontra des résistances en Angleterre, ce pays comptant beaucoup avec la Russie qui était le plus fort État de la coalition sur le continent. D'autre part, l'Angleterre n'était pas intéressée outre mesure à consolider la position militaire de la Russie au détriment de la Prusse ou de l'Autriche. Les instructions de Hardenberg recommandaient à l'ambassadeur prussien à Londres d'obtenir à tout prix que la Grande-Bretagne acceptât l'interprétation prussienne du traité de Wroc-

¹⁶ W. Oncken, *op. cit.*, vol. II, p. 57; K. Obermann, *Zur Rolle Metternich in der Diplomatie des Jahres 1813*, dans: *Der Befreiungskrieg 1813*, pp. 157 - 158; P. Bailleu, *Die Memoiren Metternich's*, «Historische Zeitschrift», Bd. XLIV, (1880), pp. 263 - 265.

¹⁷ W. Oncken, *op. cit.*, vol. II, p. 336 (Note du comte Stadion au comte Nesselrode datée du 7 VI 1813).

¹⁸ D'Angeberg, *Recueil des traités...*, p. 609; l'art. II du traité du 27 VI 1813 affirmait: 1. La dissolution du Duché de Varsovie et le partage des provinces qui le forment entre l'Autriche, la Prusse et la Russie d'après les arrangements à prendre par ces trois puissances, sans aucune intervention du gouvernement français. 2. L'agrandissement de la Prusse en suite de ce partage par la cession de la ville et du territoire de Gdańsk.

¹⁹ W. Oncken, *op. cit.*, vol. II, p. 365; c'est par cela que j'explique le ton amer d'Alexandre I^{er} à l'encontre du prince Czartoryski que Stein et le prince Antoni Radziwiłł, porte-parole de l'orientation prussienne, cherchaient à séduire à Reichenbach. Le tsar se rendait mieux compte du jeu double et hypocrite mené par les Prussiens. Cf. W. Nagórska-Rudzka, *Polskie działania dyplomatyczne przed kongresem wiedeńskim [Activité diplomatique polonaise avant le congrès de Vienne]*, dans: *Księga pamiątkowa ku uczczeniu 25-letniej działalności naukowej prof. Handelsmana*, Warszawa 1929, pp. 283 - 284.

²⁰ W. Oncken, *op. cit.*, vol. II, p. 648 (Metternich, le 8 VIII 1813, au comte Stadion); J. A. Helfert, *Kaiser Franz und europäischen Befreiungskrieg gegen Napoleon I*, Wien 1867, pp. 105 - 107.

ław - Kalisz²¹. En signant à Reichenbach une convention avec la Prusse, l'Angleterre consentait, tout comme la Russie, à un agrandissement de la Prusse dans des proportions convenables. Toutefois l'avenir de Gdańsk n'était pas formulé en des termes concrets²². A cette époque, la diplomatie anglaise ne souhaitait pas encore se déclarer trop ouvertement pour la Prusse. Souvenons-nous encore que l'Angleterre était influencée par le dr Keidel, résident de la ville libre de Gdańsk qui, avec l'aide du prince Czartoryski, déployait dans la presse une campagne dirigée contre l'attribution de Gdańsk à la Prusse²³. Au début, les efforts déployés en Angleterre par la diplomatie prussienne n'étaient pas aussi fructueux qu'à Vienne²⁴.

Il est compréhensible que les diplomates prussiens s'attachaient à faire valoir l'activité militaire déployée pendant le siège de Gdańsk. En février 1813, Frédéric Guillaume III envoya devant Gdańsk deux bataillons de la *Landwehr* de la Prusse Orientale, commandés par Ludwig Dohna, frère du ministre des Affaires intérieures²⁵. Du point de vue formel, l'idée de Scharnhorst triomphait, car sa conception de la *Landwehr* permit à la Prusse de régénérer ses forces militaires avec une rapidité qui surprit jusqu'à Napoléon lui-même. Sachons, pourtant, que l'historiographie prussienne idéalisa la *Befreiungskrieg* et gonfla le mythe de la *Landwehr* volontaire, bien que les volontaires fussent réellement peu nombreux en Poméranie Dantzigoise. Des recherches objectives faites par des historiens occidentaux prouvèrent que la population polonaise se réfugiait dans les forêts ou sur le territoire du Duché de Varsovie²⁶. La *Landwehr* subissait de lourdes pertes à Gdańsk et ne pouvait se flatter d'aucun succès tangible²⁷. Le prince Alexandre de Wurtemberg la méprisait et, pour des

²¹ W. Oncken, *op. cit.*, vol. II, p. 618 (instructions données par Hardenberg le 26 III 1813 au baron Jacobi-Kloëst).

²² D'Angeberg, *op. cit.*, p. 595.

²³ E. Wawrzkowicz, *Anglia a sprawa polska na kongresie wiedeńskim* [L'Angleterre et la cause polonaise au congrès de Vienne], Kraków - Warszawa 1919, pp. 117, 391.

²⁴ Sz. Askenazy, *Gdańsk a Polska* [Gdańsk et la Pologne], II éd., Warszawa - Kraków - Wilno 1923, p. 123) en dépit des documents épargne visiblement l'Autriche.

²⁵ Dr Panten, *Danzigs Rückkehr unter Preussische Herrschaft im Jahre 1814*, ZWG, Heft XIII, 1884, p. 96.

²⁶ G. Cavaignac, *op. cit.*, vol. II, p. 460.

²⁷ *Aus den Papieren des Ministers und Burggrafen von Marienburg Theodor von Schön*, Berlin 1883, Bd. p. 236. D'après une relation russe (*Aperçu des opérations des troupes alliées devant Danzig en 1813 par un officier russe*, Francfort et Leipzig 1821, p. 65, annotation) les pertes subies par la Prusse pendant le siège de Gdańsk se sont chiffrées par 500 morts. En comptant les soldats morts de maladie ou des blessures, ce nombre doit être triplé (G. Köhler, *Geschichte der Festungen Danzig und Weichselmünde*, Breslau 1893, vol. II, p. 471).

raisons compréhensibles, la tolérait à peine. En 1813, Koutouzov ordonna de ne pas recourir aux formations prussiennes pendant le siège de Gdańsk et, dans la mesure du possible, en usant des prétextes divers, de les envoyer sur d'autres champs de bataille²⁸. Les Prussiens étaient généralement équipés d'armes anglaises²⁹. Les services de propagande de la *Landwehr* groupée devant Gdańsk faisaient courir la rumeur que le légendaire commandant Schill séjournait dans leur camp³⁰. Mais cette nouvelle n'émut pas les défenseurs de Gdańsk.

C'était dans un but de propagande que le monarque prussien eut l'idée, pendant la dernière phase du siège, de créer une Légion polonaise commandée par le prince Antoni Radziwiłł. Cette idée, qui émanait probablement de l'« école du comte Lynar », s'adressait au tsar Alexandre I^{er}, mais elle était cousue de fils trop blancs pour que le tsar ignorât de quoi il s'agissait. Le plus amusant c'était que le noyau de cette Légion polonaise devait être constitué par la garnison polonaise de Gdańsk, connue par son attitude hostile aux Prussiens, désireuse de défendre Gdańsk jusqu'au bout. Le front soucieux, le roi de Prusse feignait de demander conseil au tsar : avait-il le droit de repousser la « démonstration de si grande fidélité » venue d'un aristocrate polonais, d'ailleurs proche parent des Hohenzollern ?³¹ Il ne reçut qu'un haussement d'épaules en réponse, Alexandre I^{er} n'étant pas naïf et n'entendant pas perdre l'atout polonais dans son jeu avec la Prusse³².

La véritable attitude du tsar envers la Prusse était exprimée par le prince A. de Wurtemberg à Gdańsk. Lorsqu'en novembre 1813 des entretiens commencèrent au sujet de la capitulation entre le commandement russe et le gouverneur, le général Jean Rapp, le porte-parole prussien au quartier russe, le commandant Hake, fut exclu de ces négociations³³. Le tsar se réserva le droit de ratifier l'accord de capitulation sans consulter le roi de Prusse. L'état-major du prince de Wurtemberg ne cherchait plus

²⁸ Koutouzov, le 8 II 1813, à Wittgenstein, cité par Panten, *op. cit.*, p. 99 ; Koutouzov accusé de vouloir occuper toute l'embouchure de la Vistule, voir K. Friccius, *Geschichte des Krieges*, p. 129.

²⁹ Archives Nationales (Paris), AF IV 1666 (dossier 1).

³⁰ Archives Nationales, AF IV 1665a, dossier 4 (rapport d'un agent secret, du 18 VI 1813) ; W. Zajewski, *Une tentative d'insurrection prussienne à Gdańsk*, « Przegląd Historyczny », 1971, n° 1.

³¹ *Briefwechsel König Friedrich Wilhelm's III...*, p. 260 (Frédéric Guillaume III, le 16 XII 1813, à Alexandre I^{er}).

³² *Ibidem*, p. 262, réponse d'Alexandre I^{er} le 23 XII 1813 : « Le projet d'une organisation d'un corps de troupes varsoviennes est susceptible de développement ».

³³ Dr. Panten, *op. cit.*, p. 102.

qu'un prétexte pour se débarrasser de la *Landwehr* de Gdańsk⁴⁴. Le bruit circulait que les Russes étaient prêts à recourir aux armes contre les Prussiens et que, le cas échéant, ils demanderaient l'aide des Polonais qui, relâchés de captivité, se groupaient à Bydgoszcz⁴⁵.

Les rapports du commandant L. Dohna sur la situation à Gdańsk inspirèrent aux diplomates prussiens de vives inquiétudes quant aux projets réels du prince Alexandre de Wurtemberg. Les Prussiens étaient dans une situation délicate, la correspondance du commandant Dohna avec le roi de Prusse passant par le prince de Wurtemberg⁴⁶. Dans ces conditions Theodor Schön conseillait que la Prusse prit rapidement et fermement possession de Gdańsk puisque les entreprises de la partie russe prouvaient qu'elle entendait s'installer à l'embouchure de la Vistule et à Gdańsk⁴⁷. En vérité la situation manquait de clarté. Ni les Prussiens ni les Russes n'avaient reçu d'instructions précises de leurs souverains et ne savaient qui devait prendre possession de Gdańsk ni au nom de qui cette possession devait se faire⁴⁸. Il semblait qu'on attendait ce qui se passerait à Gdańsk même. Entretemps les conquérants de Gdańsk divisés, cherchaient un soutien en haut lieu et les Prussiens se plaignaient de l'inertie de Frédéric Guillaume III⁴⁹. A l'état-major de la *Landwehr* on accusait le prince de Wurtemberg de lier le sort de sa carrière avec Gdańsk et de vouloir s'installer durablement dans cette ville⁴⁰. Le fait que le prince de Wurtemberg organisa son entrée triomphale à Gdańsk le 2 janvier 1814) sans la *Landwehr* et qu'il reçut seul l'hommage de la

⁴⁴ K. Friccius, *Geschichte der Befestigungen und Belagerungen Danzigs*, p. 323, constate : « *Dadurch wurde deutlich genug ausgesprochen, dass Danzig für Russland erobert werden solle, wonach die russische Politik schon seit länger als einem Jahrhundert strebt* ».

⁴⁵ *Ibidem*, p. 320.

⁴⁶ Dr Panten, *op. cit.*, p. 101.

⁴⁷ T. Schön, le 1 XII 1813, à A. Dohna : « *Wegen Danzig scheint es mir dringend ratsam, die Administration von preussischer Seite gleich zu nehmen. Als Sache, die sich von selbst versteht. Dies ist um so mehr ratsam da von russischer Seite das Gerede anfängt, dass bis an die Weichsel und Danzig alles an Russland komme* » (*Schöns's Papiere*, Bd 6, pp. 251 - 252).

⁴⁸ A. Dohna, le 2 XII 1813, à T. Schön, *ibidem*, Bd. VI, pp. 253 - 254 ; E. Ph. Lampe, *Aus Danzigs schweren Tagen. Tagebuch geführt während und nach Russischen Belagerung von Danzig Anno 1813*, Bonn und Leipzig 1920, pp. 39 - 40.

⁴⁹ T. Schön, le 4 XII 1813, à A. Dohna, *ibidem*, Bd. VI, pp. 254 - 255 : « *Die Sache ist höchst wichtig und Russland fischt offenbar im Trüben und benutzt die Liederlichkeit und Sorglosigkeit unsers Machthabers* ».

⁴⁰ K. Friccius, *op. cit.*, p. 323 : « *Es ist auch sehr wahrscheinlich dass der Herzog von Würtemberg den persönlichen Wunsch hatte, sein Gouvernement in Witebsk mit dem von Danzig zu vertauschen* ».

délégation du sénat et des Dantzicois⁴¹, était significatif. L'entrée du commandant Dohna eut lieu séparément, et les Prussiens expliquaient l'accueil glacial qui leur était réservé par l'activité de la propagande française dirigée surtout contre le pouvoir prussien et par une démoralisation générale⁴².

Alerté par le ministre A. Dohna de l'entrée de l'armée du prince A. de Wurtemberg à Gdańsk, le roi de Prusse expédia un courrier porteur d'un ordre nommant le général von Massenbach gouverneur de Gdańsk en faisant de L. Dohna le commandant de la place, et du résident prussien Achilles von Vegesack le *Polizei-Präsident*. L'ordre royal parvint au quartier prussien dans la nuit du 31 décembre 1813⁴³. Le 2 janvier 1814 le commandant remit l'ordre de Frédéric Guillaume III au prince de Wurtemberg, mais le moment n'était guère propice à une prise de possession de la ville par les Prussiens. Le prince de Wurtemberg répondit froidement que l'ordre ne l'engageait pas, puisqu'il n'en recevait que de son souverain, le tsar Alexandre I^{er}. Or, on ne lui avait pas ordonné de remettre la ville aux autorités prussiennes et, par conséquent, il ne pouvait reconnaître les nominations dont on lui faisait part. En outre, en sa qualité de commandant en chef des armées assiégeantes, il avait déjà procédé aux nominations : le prince Volkonski était désigné pour le poste de gouverneur, le général Rachmanov à celui de commandant de la place, et Dubianski à celui de chef de la police⁴⁴.

Après cette rencontre qui n'avait rien expliqué, les rapports prusso-russes se détériorèrent à Gdańsk. Le lendemain, 3 janvier 1814, le général von Massenbach, dédaignant la déclaration du prince de Wurtemberg, annonça officiellement au sénat que les autorités prussiennes prenaient possession de Gdańsk. Le sénat connaissait évidemment la décision du prince de Wurtemberg auquel il était favorable et qu'il soutenait, en considérant l'occupation prussienne comme le plus grand des maux. Un pouvoir double exista ainsi à Gdańsk du 2 janvier au 2 février 1814, formellement, quoique non de fait. Dans la ville siégeaient deux gouverneurs qui s'efforçaient de mettre en oeuvre une politique opposée, ce qui plaçait

⁴¹ F. Blech, *Geschichte der siebenjährigen Leiden Danzigs von 1807 bis 1814*, vol. II, Danzig 1815, pp. 325 - 326 ; *Aperçu des opérations des troupes alliées devant Danzig en 1813*, p. 459.

⁴² W. Millack, *Französische Propaganda in Danzig 1807 - 1813*, « Zeitschrift des Westpreussischen Geschichtsvereins », 1925, Heft 65, p. 108.

⁴³ Dr Panten, *op. cit.*, p. 102 ; K. W. Beyme devait devenir le gouverneur civil de Gdańsk : cf. *Schön's Papiere*, Bd. VI, p. 271. Par contre, le commandant Ludwig Dohna mourut à Gdańsk le 19 I 1814 à l'âge de 37 ans.

⁴⁴ F. Blech, *op. cit.*, vol. II, pp. 329 - 330 ; *Aperçu des opérations...*, p. 464 ; Dr Panten, *op. cit.*, p. 103.

les autorités municipales dans une situation extrêmement délicate malgré leurs compétences limitées⁴⁵. Les Prussiens considéraient les mesures prises par le prince de Wurtemberg comme une manifestation de la mauvaise volonté du groupement antiprussien dans l'entourage du tsar, qui incitait le souverain russe à garder toutes les terres polonaises, y compris celles qui avaient été occupées par la Prusse. On y voyait même des inspirations du prince Adam Czartoryski⁴⁶. En réponse à ces mesures, les Prussiens experts en intrigues politiques organisèrent sur-le-champ une « pétition » de cent habitants de Gdańsk adressée au roi de Prusse. La pétition demandait au « magnifique » Frédéric Guillaume III de recevoir de nouveau Gdańsk parmi les « heureuses villes de la monarchie prussienne »⁴⁷.

Il est digne d'intérêt que le prince de Wurtemberg qui exerçait pratiquement le pouvoir à Gdańsk n'ait rien entrepris pour rappeler de Paris le résident de Gdańsk, le dr Keidel déjà nommé. Ce dernier, sur la base d'instructions émises par le sénat en 1813, cherchait à maintenir l'autonomie de Gdańsk qui « ne devait revenir à la Prusse en aucun cas ». Que cette idée reçut le soutien des politiciens et des généraux russes est significatif⁴⁸. Le plus ardent partisan de cette conception était le prince Adam Czartoryski qui se présenta le 25 février 1814 à Chaumont, au quartier du tsar Alexandre, avec un rapport consacré au Duché de Varsovie et à Gdańsk. Czartoryski avait un point de vue plus large sur la cause de Gdańsk. Le futur Royaume de Pologne placé sous l'égide de la Russie devait profiter librement, sans limitations de la part de la Prusse, de la navigation sur la Vistule. Le commerce et la circulation des marchandises libres de douane par les ports de Gdańsk, Elbląg, Królewiec (Königsberg)

⁴⁵ F. Blech, *op. cit.*, vol. II, p. 330 ; W. Zajewski, *Pruska dywersja w Wolnym Mieście Gdańsku [La diversion prussienne dans la Ville Libre de Gdańsk]*, « Litery » 1970, n° 5, pp. 32 - 33.

⁴⁶ Dépêche de l'agent autrichien Baum, du 20 I 1814, citée par Sz. Askénazy, *Wczasy historyczne [Vacances historiques]*, II éd., Warszawa 1902, p. 410 (notes) ; W. Sobieski, *Walka o Pomorze*, Poznań - Warszawa - Wilno 1928, p. 175.

⁴⁷ G. Löschin, *Geschichte Danzigs*, vol. II, Danzig 1828, p. 480 ; Dr Panten, *op. cit.*, p. 93.

⁴⁸ Arch. Aff. Étr., Dantzig, n° 57, pp. 336 - 342 : « Mémoire et demandes préalables touchant la ville Dantzig, présenté à Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ». Signé : « Keidel, député de Dantzig, Paris 31 V 1814 ». Cf. W. Zajewski, *Działalność rezydentów Wolnego Miasta Gdańska w Paryżu [Activité des résidents de la Ville Libre de Gdańsk à Paris]*, « Litery », 1969, n° 4, pp. 20 - 21 ; idem, *Spór o rolę politycznej tradycji XIX wieku na sprawę Gdańska na paryskiej konferencji pokojowej [Controverse sur le rôle de la tradition politique du XIX^e siècle et la cause de Gdańsk à la conférence de la paix de Paris]*, « Gdańskie Zeszyty Humanistyczne », 1969, vol. XII, n° 19, p. 17.

et Memel seraient garantis par un accord international⁴⁹. Le prince Czartoryski cherchait à gagner le tsar à cette conception, ainsi que le ministre britannique des affaires étrangères, lord Castlereagh. Les arguments du prince Czartoryski se référaient non seulement aux conditions politiques, mais encore économiques. La Pologne deviendrait un immense débouché pour les manufactures anglaises pendant qu'elle fournirait des produits agricoles et des fruits du sol. Les relations commerciales s'effectueraient par Gdańsk, « ce même Gdańsk si favorisé par l'Angleterre dans le traité d'Utrecht » alors que ces faveurs étaient annihilées par les partages de la Pologne et l'occupation de Gdańsk par la Prusse « avec un résultat très négatif pour l'Angleterre ». Il était donc dans l'intérêt de l'Angleterre elle-même de défendre l'intégration de la Pologne⁵⁰. Ensuite, quand la conception visant à détacher Gdańsk de la Prusse tomba, le prince Czartoryski se prononça pour le maintien à Gdańsk d'une forme de régime assurant à la ville de vastes privilèges, source de sa prospérité et de son autorité. Le prince était d'avis qu'il fallait préserver les anciens droits, privilèges et autonomie de Gdańsk garantis par les pays intéressés au commerce vistulien, et il demandait au tsar de conserver ces droits garantis par des sanctions internationales⁵¹. Nous nous trouvons ici devant une conception intelligente, destinée à donner un caractère international à Gdańsk intégré du point de vue formel seulement à la Prusse. Les garanties nécessaires seraient accordées par la Russie et l'Angleterre. Les

⁴⁹ Bibliothèque Czartoryski à Cracovie, manuscrit n° 239 : Note du prince Adam Czartoryski présentée à l'Empereur Alexandre I^{er} à Chaumont en 1814. Nous lisons au point 6 de la note : « Liberté du commerce dans les ports de Danzig, Elbing, Königsberg et Memel. Libre navigation sans péage sur la Vistule et sur le Niémen. Des routes de commerce de transit par la Silésie » (f. 212).

⁵⁰ Bibliothèque Czartoryski, n° 1998, ff. 951 - 970 : Note du prince Czartoryski, du 1 IX 1814, à lord Castlereagh. Cf. « *Gazeta Warszawska* » n° 93 du 19 XI 1814, p. 1624 : La Russie, l'Angleterre, la France et l'Autriche (sic) sont d'avis « que la ville de Dantzig reconquiert son indépendance. L'Angleterre souhaite qu'il y ait différents pays qui se livrent à un commerce indépendant ».

⁵¹ Bibliothèque Czartoryski, ff. 135 - 136, d'après le projet d'une instruction pour le prince Razumovski, de la plume du prince Adam Czartoryski, daté de décembre 1814 : « En remettant cette ancienne ville Danzig à la Prusse, l'Empereur [Alexandre] se croit obligé d'après les principes qui dirigent sa conduite, d'intercéder auprès de son Auguste Allié à ce qu'elle soit conservée autant qu'il est possible dans ses immunités qui ont été la source de son ancienne prospérité et considération. Toutes les contrées qui sont intéressées au commerce de la Vistule sont également au maintien des immunités de Danzig. Les maximes libérales qui animent le Gouvernement Prussien et même son propre intérêt bien entendu ne permettent point de douter de l'effet de cette intervention de l'Empereur, qui doit être expressément énoncée dans l'Acte de convention ». G. H. Sasse, *Preussen und die polnische Frage auf dem Wiener Kongress*, « *Jahrbuch der Albertus Universität zu Königsberg* », 1955, p. 182.

relations économiques de Gdańsk avec les terres polonaises constitueraient un lien entre cette ville et le futur Royaume de Pologne. Les conceptions du prince Czartoryski allaient au-devant des projets secrets du sénat de Gdańsk désireux d'abolir ou tout au moins de desserrer quelque peu le noeud coulant jeté sur les points névralgiques de cette ville.

Pendant que deux centres du pouvoir se cristallisaient à Gdańsk et que le moment d'une confrontation inévitable approchait, les diplomates prussiens, notamment Stein et A. Dohna, augmentaient leurs pressions sur l'instable Frédéric Guillaume III pour qu'il se décidât à prendre des mesures destinées à ramener Gdańsk à la Prusse, puisque ce pays disposait de moyens de pression et de chantage suffisants pour ne pas recourir aux menaces militaires. Justement Napoléon se rendait aux armées et commençait, le 25 janvier 1824, une nouvelle offensive sur le Rhin. Le 29 janvier, le général Blücher se heurtait à une résistance décidée à Brienne. Le tsar ne voulait pas consentir à ce que la Prusse se retirât de la coalition. Il connaissait parfaitement ses machinations diplomatiques et sa duplicité de 1806. L'« usurpateur corse » demeurait menaçant, plus dangereux que les querelles sur le partage des conquêtes territoriales. Le peintre berlinois Weitsch publia un dessin allégorique intitulé *Les libérateurs de l'Europe* représentant le tsar de Russie, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse dans un char triomphal attelé de la Religion, de la Justice, de la Constance et de la Modération, en route vers le Temple de la Concorde. Il était difficile aux souverains de se battre, surtout dans un char triomphal. La position du tsar Alexandre I^{er} se trouva affaiblie, car l'Autriche se prononçait fermement et l'Angleterre plus nettement pour le retour de la Prusse dans ses frontières de 1806 et pour l'attribution de Gdańsk à la Prusse⁵². Les thèses prussiennes étaient mieux vues en Angleterre que les rapports du prince Czartoryski. Pourtant, les concessions éventuelles à Gdańsk ne préjugeaient pas du destin des autres terres polonaises, elles pouvaient, par contre, représenter un compromis visible de la part d'Alexandre I^{er}. Le tsar céda sur ce point, bien qu'intérieurement il partageât l'opinion du prince Czartoryski selon laquelle Gdańsk devait demeurer étroitement lié avec le Royaume de Pologne. Une fois de plus, la nébuleuse des mésententes et controverses provoquées par l'embouchure de la Vistule émergeait⁵³ le phénomène qu'était la solidarité des puissances qui s'étaient

⁵² Paul Wankowicz, *Aperçu sur l'histoire de Danzig et sur ses relations avec la Pologne*, Archives d'État à Gdańsk (WAPG), Dossier du Commissaire général, I 259/43, pp. 12 - 13 ; H. Montfort, *Dantzig-port de Pologne dans le passé et dans le présent*, Paris 1939, p. 52.

⁵³ Cz. Chowaniec, *La question polonaise 1796 - 1921*, Extrait du VII^e volume *L'Europe du XIX^e et du XX^e siècle*, p. 181.

partagé la Pologne. Pour sauver à la coalition une apparence de solidarité intérieure, Alexandre I^{er} abandonna sa position irréductible vis-à-vis de Gdańsk, toutefois sans renoncer encore à Toruń ⁵⁴.

Le 30 janvier 1814, le commandant von Brünneck, chef du 5^{ème} régiment de cavalerie de la *Landwehr* et envoyé spécial des deux souverains, arriva au quartier du prince de Wurtemberg. L'ordre du tsar qu'il apportait intimait de remettre Gdańsk aux Prussiens ⁵⁵. Le lendemain, le prince de Wurtemberg annonça d'un ton glacé au général von Massenbach la décision de remettre la ville et la forteresse aux autorités prussiennes. Les troupes russes avaient d'ailleurs déjà confisqué toutes les armes et vidé les magasins de l'armée française, bien garnis en prévision de la campagne de 1812. Cela provoqua l'indignation du camp prussien.

Le 2 février 1814, le prince de Wurtemberg avertit officiellement le sénat dantzicois de la décision du tsar. La réconciliation, tout au moins de pure forme, du prince avec le général von Massenbach, gouverneur prussien, eut lieu pendant la dernière session du sénat. Ce n'était pas la solution souhaitée par la ville, bien au contraire : elle annonçait le déclin, cette fois définitif, de l'ancienne splendeur de Gdańsk et la fin de la grande épopée napoléonienne ⁵¹.

Le 4 février 1814, le sénat approuva formellement le retour de Gdańsk à la Prusse. Une commission spéciale appelée *Organisations-Kommission* (von Massenbach, von Vegesack, Delrichs, Manthei, Brahl) fut chargée des formalités juridiques relatives à l'incorporation de la ville par la Prusse, mais, en réalité, d'anéantir toute velléité d'autonomie ⁵⁷. L'une des premières mesures du général von Massenbach consista à retirer les pleins pouvoirs accordés au dr Keidel. Les habitants reçurent l'ordre de remettre toutes leurs armes ⁵⁸. Le 9 février 1814, le prince de Wurtemberg quitta Gdańsk décoré de l'Ordre de saint Georges de I^{ère} classe et, en guise de consolation, de la Croix de fer prussienne, acclamé par les Dantzicois. Il

⁵⁴ Cf. le mémoire d'Alexandre I^{er}, du 30 X 1814, à lord Castlereagh ; d'Angeberg, *op. cit.*, p. 618 ; en décembre 1814 la diplomatie russe professait encore l'opinion que Toruń, comme Cracovie, devait être une ville libre — Bibliothèque Czartoryski, 5238, f. 137. Cf. J. Strychalski, *Obrona Torunia w 1813 roku* [La défense de Toruń en 1813], « *Studia i Materiały do Historii Wojskowości* », vol. X, 1964, partie I, pp. 85 - 121.

⁵⁵ K. Friccius, *op. cit.*, p. 324.

⁵¹ *Ibidem*, p. 322 ; Panten, *op. cit.*, p. 109.

⁵⁷ F. Blech, *op. cit.*, vol. II, p. 342.

⁵⁸ WAPG, *Groupe Französische Zeit*, 300, 92/67 : Proclamation du général von Massenbach, du 3 II 1814. Les affirmations de Frédéric Guillaume III paraissent bien bizarres, lorsqu'il assurait la France, en janvier 1813, que le général von Massenbach serait traduit devant la cour martiale prussienne tout comme le général Yorck. « *Moniteur Universel* », n° 33 du 2 II 1813.

ne voulait pas assister à la cérémonie de la remise du pouvoir à l'*Organisations-Kommission*, fixée pour le 19 février⁵⁹. L'évacuation des troupes russes s'acheva dans la région de Gdańsk en 1815, après le Congrès de Vienne qui scella pour un siècle l'occupation de Gdańsk par la Prusse⁶⁰.

L'incorporation de Gdańsk à la Prusse était un coup porté à la ville tant au point de vue économique que politique. La récession économique qui s'ensuivit s'accompagna de l'apathie des Dantziens dont on limita les aspirations politiques strictement aux affaires locales⁶¹.

(Traduit par Kazimiera Bielawska)

⁵⁹ M. Foltz, *Geschichte des Danziger Stadthaushalts*, Danzig 1912, p. 305.

⁶⁰ K. Frickius, *op. cit.*, p. 326 ; Acte final du Congrès de Vienne (juin) 1815, § 23 : « S. M. le roi de Prusse[...]ses héritiers et successeurs, posséderont de nouveau comme auparavant, en toute souveraineté et propriété [...] la ville Danzig et son territoire tel qu'il a été fixé par le traité de Tilsit » (*Acten des Wiener Kongresses*, Hrsg. von J. L. Klüber, Bd. VI, Erlangen 1816, p. 32).

⁶¹ Rapport significatif du résident Désangiers, du 30 VI 1816, consacré à la ruine économique et politique de Gdańsk. Nous y lisons notamment : « Cette ville qui était autrefois un point intéressant sous le rapport politique est tombée dans une nullité absolue à cet égard ». Arch. Aff. Étr. Correspondance consulaire et commerciale, Dantzig, n° 13, p. 273.